

La magistrate française Aurélia Devos bientôt à Kigali pour diriger l'enquête de l'ONU sur Félicien Kabuga

•

En charge du pôle crimes contre l'humanité, Aurélia Devos, actuelle vice-procureure auprès du tribunal de grande instance (TGI) de Paris, doit rejoindre Kigali cet été pour superviser l'enquête de l'ONU sur le "financier" du génocide rwandais, Félicien Kabuga.

Alors que sa séparation d'avec le ministre français de l'éducation nationale [Jean-Michel Blanquer](#) fait actuellement les gros titres de la presse people hexagonale, c'est pour une tout autre raison qu'[Aurélia Devos](#) s'apprête à quitter Paris. Vice-procureure auprès du tribunal de grande instance (TGI) de Paris, cheffe de section au sein du pôle crimes contre l'humanité, crimes et délits de guerre depuis 2012, la magistrate française s'apprête à s'envoler pour Kigali où elle occupera, sous la bannière des [Nations unies](#) à compter du 1^{er} août, le poste de "senior pre-trial attorney".

30 tonnes de machettes commandées en novembre 1993

Dans la capitale rwandaise, cette juriste aguerrie sera chargée de diriger l'enquête sur [Félicien Kabuga](#), le "financier du génocide rwandais", arrêté le 16 mai par les gendarmes de l'[Office central de lutte contre les crimes contre l'humanité, les génocides et les crimes de guerre](#) (OCLCH) à son domicile d'Asnières-sur-Seine, dans la proche banlieue parisienne, au terme d'une cavale de vingt-deux ans. Agé de 84 ans, cet intime du défunt président rwandais [Juvénal Habyarimana](#) est accusé d'avoir importé de Chine plus de 30 tonnes de machettes en novembre 1993, soit quatre mois avant le début du génocide. Cet arsenal avait notamment équipé des milliers de génocidaires hutus, les *Interahamwe*.

Kabuga fut par ailleurs le bailleur de fonds de la [Radio télévision libre des Mille Collines](#) (RTLM) et de la revue *Kangura*, principaux vecteurs de la propagande du [Hutu Power](#). En 1997, il avait été inculpé par coutumace par le [Tribunal pénal international pour le Rwanda](#) (TPIR) de sept chefs d'accusation en lien avec le génocide. Il pourrait être transféré dans les prochaines semaines vers l'antenne tanzanienne de l'[International Residual Mechanism for Criminal Tribunals](#) des Nations unies, logée à Arusha, où a siégé jusqu'en 2015 le TPIR.

Familière du dossier rwandais

Ancienne conseillère du ministre des affaires étrangères de [Nicolas Sarkozy](#), [Bernard Kouchner](#), Aurélia Devos est particulièrement au fait du dossier rwandais. Elle avait notamment participé en 2016 au procès des responsables des massacres perpétrés dans le village de Kabarondo, ainsi qu'à celui de [Pascal Simbikangwa](#). Ancien officier du Service central de renseignement (SCR), ce dernier a été condamné en appel le 3 décembre 2016 par le TGI de Bobigny à vingt-cinq ans de prison pour génocide et complicité de crime contre l'humanité.

© Copyright Africa Intelligence.

Reproduction et diffusions interdites (photocopies, intranet, web) sans autorisation écrite - 52869941

